

## **[ RECOURS CONTRE UN ARRÊTÉ DE RECONDUITE À LA FRONTIÈRE OU UNE DÉCISION FIXANT LE PAYS DE RENVOI ]**

*L'ordonnance n°45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers, prévoit dans son article 25-8 que ne peut faire l'objet d'une mesure administrative d'éloignement « l'étranger résidant habituellement en France dont l'état de santé nécessite une prise en charge médicale dont le défaut pourrait entraîner pour lui des conséquences d'une exceptionnelle gravité, sous réserve qu'il ne puisse effectivement bénéficier d'un traitement approprié dans le pays de renvoi ».*

Ainsi une personne vivant avec le VIH/sida ne peut être expulsée de France si le pays d'accueil n'assure pas toutes les conditions de prise en charge médicale nécessaire à son traitement. Néanmoins cette condition demeure à l'appréciation exclusive du juge. Il existe deux types de mesures administratives d'éloignement :

- les arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière ;
- les arrêtés (préfectoraux ou ministériels) d'expulsion.

Les arrêtés de reconduite à la frontière (APRF) peuvent être contestés devant le juge administratif selon une procédure d'urgence. Tout APRF contient deux décisions distinctes :

- la décision de reconduite elle-même ;
- une décision, explicite ou non, qui fixe le pays de renvoi.

Les deux peuvent être contestées ; nous conseillons vivement de déposer les deux recours en même temps : le second seul ne vous protège pas contre l'éloignement, même si vous obtenez gain de cause.

#### ► MODALITÉS ET DÉLAIS DU RECOURS

Vous devrez le rédiger en un seul exemplaire, en français, avec votre état civil et les arguments que vous avancez pour demander les annulations. N'oubliez pas de dater et signer votre demande. Conservez toujours une copie de votre recours. La demande peut être adressée au tribunal administratif :

- par courrier avec accusé de réception (attention aux délais) ;
- par fax ;
- déposée au greffe du tribunal ;

Dans certains tribunaux administratifs, vous disposez d'une boîte avec horodateur à l'entrée du tribunal administratif qui vous permet de déposer un recours 24h/24. Sur place, on vous remettra un récépissé, preuve que votre recours a été déposé dans les délais. Si votre demande est envoyée par fax, le bordereau d'émission du fax attestera de la date et l'heure d'envoi, même s'il ne représente pas une preuve certaine. Dans tous les cas, vous recevrez un accusé de réception.

Le tribunal administratif compétent est celui du ressort du préfet qui a décidé de la reconduite à la frontière. N'hésitez pas à vous faire aider par une association pour connaître exactement quelle est la juridiction qui pourra juger de votre recours. Cela étant, toute juridiction saisie d'un litige pour lequel elle est incompétente, a l'obligation de transmettre le recours à la juridiction compétente ; même en cas d'erreur, les délais sont respectés. Si vous êtes en rétention administrative, vous pouvez déposer le recours auprès de l'autorité en charge de la rétention (Attention : ce n'est pas le même ordre de juridiction) ou auprès des autorités pénitentiaires si vous êtes en prison.

#### DÉLAIS DE RECOURS

Si l'arrêté de reconduite à la frontière vous est notifié en main propre (au guichet d'une préfecture, à la suite d'une interpellation policière dans la rue ou à votre domicile), le délai est de 48 heures. Si la notification vous est adressée par la poste, le délai est de sept jours.

#### A T T E N T I O N

C'est la date de réception de votre recours qui compte.

Les jours fériés ne prolongent pas les délais.

Votre recours doit donc être fait le plus rapidement possible. Il existe quelques rares cas où l'arrivée de la demande après les délais n'empêche pas l'examen de cette demande ; par exemple, le recours d'un étranger en prison fait dans les délais auprès de l'administration pénitentiaire, mais parvenu trop tard au Tribunal Administratif. De même si la notification de reconduite à la frontière arrive en recommandé avec accusé de réception et que les papiers d'identité de la personne lui ont été confisqués.

#### CONDITIONS DU RECOURS

**DOCUMENTS NÉCESSAIRES** – Vous devrez fournir la copie de l'arrêté préfectoral de reconduite à la frontière. Vous y joindrez tous les documents appuyant votre argumentation (situation familiale en France, risques dans le pays d'origine, etc.).

Gardez toujours vos documents originaux et ne présentez que des photocopies au tribunal.

**LE DROIT À UN AVOCAT** – Vous pouvez être assisté d'un avocat. Si vous n'en avez pas, vous pouvez demander au greffe du tribunal à bénéficier du conseil de l'avocat de permanence : son aide est gratuite. Dans le cadre de cette procédure (urgente), des permanences d'avocats sont organisées ; leur accès n'est pas conditionné au niveau de ressource du requérant, ce qui est beaucoup plus souple que l'aide juridictionnelle.

Si vous avez un avocat, le juge ne peut prendre de décision sans son intervention. Vous devez savoir que les avocats ont en général peu de temps pour travailler à votre défense et qu'ils manquent souvent de preuves à cet effet.

#### ► QUELQUES ARGUMENTS POUR OBTENIR L'ANNULATION

En cas d'annulation d'une décision de reconduite à la frontière, vous pouvez obtenir gain de cause si :

- vous faites partie des catégories d'étrangers protégés par la loi contre la reconduite à la frontière ;
- vous êtes demandeur d'asile ;
- vous avez fait l'objet d'une décision de refus de séjour. Vous pouvez invoquer l'illégalité de ce refus. Celui-ci ne doit alors pas remonter à plus de deux mois.

- votre expulsion risque de porter gravement atteinte à votre vie privée ou familiale. Elle doit mettre votre vie en danger et vous devez avoir déposé une demande de régularisation en cours d'examen.
- même si vous n'avez pas déposé une demande de régularisation, si vous arrivez à prouver au juge que vous êtes « régularisable », c'est à dire potentiellement bénéficiaire d'une carte de séjour délivrée de plein droit (jurisprudence récente du Conseil d'Etat).

En cas d'annulation de la décision fixant le pays de renvoi, vous pouvez obtenir gain de cause si :

- votre expulsion peut entraîner des risques pour votre vie, votre liberté ou votre intégrité physique dans le pays de renvoi ;
- vous êtes demandeur d'asile.

L'annulation de la décision du pays de renvoi aura plus de chance de vous être accordée si vous prouvez que vous avez entrepris des démarches pour être accueilli dans un autre pays , c'est à dire que vous vous êtes adressé aux consulats américains, anglais, allemands, etc., pour leur demander de vous admettre dans leur pays. Même si ces démarches ont échoué, cela peut jouer en votre faveur auprès des juges. Ceux-ci n'admettent pas aisément les risques que vous pouvez avancer si vous n'êtes pas réfugié politique. Si la décision fixant le pays de renvoi est annulée mais que votre reconduite à la frontière est maintenue, vous serez assigné à résidence le temps de trouver un pays d'accueil.

## ► LE JUGEMENT

### DÉROULEMENT DE L'AUDIENCE

Vous êtes personnellement convoqué, même si vous avez un avocat. Jusqu'au dernier moment, vous pouvez déposer des conclusions ou des observations écrites. Le président du Tribunal Administratif est censé prendre sa décision dans les 48 heures à compter de la réception de votre recours. Cependant, les délais à Paris sont actuellement de plusieurs mois entre le dépôt du recours et l'audience. Vous pouvez demander l'assistance d'un interprète. Vous avez droit d'accès à votre dossier. Si la décision de reconduite à la frontière n'est pas annulée, elle peut prendre effet immédiatement. Cependant, les arrestations à la sortie du tribunal n'ont jamais cours. A la fin de l'audience et après délibération du juge, il vous est remis

le dispositif du jugement, c'est à dire son contenu en une seule phrase. L'intégralité du jugement vous est notifiée plus tard à votre domicile.

#### L'APPEL

A compter de la notification du jugement intégral, vous avez un mois pour faire appel de la décision du juge auprès du Conseil d'Etat. Attention, le recours n'est pas suspensif. La reconduite à la frontière peut être exécutée pendant ce délai. La notification étant adressée à votre dernier domicile français, il est indispensable d'avoir gardé des contacts en France, sans quoi il est extrêmement difficile de faire appel. Si la décision de reconduite à la frontière est annulée pour une raison de fond, vous recevrez un titre de séjour, même si le préfet fait appel. Si vous étiez en rétention, elle prend fin immédiatement.

#### ► L'EXÉCUTION DE LA RECONDUITE À LA FRONTIÈRE

Vous pouvez être refoulé immédiatement, au bout de 48 heures ou sept jours (c'est à dire l'expiration des délais) si aucun recours n'a été fait ou s'il a été rejeté. Rappel : l'appel n'est pas suspensif de la décision. Cette reconduite peut être exécutée par la force publique.

Si vous refusez d'embarquer, vous risquez jusqu'à 3 ans de prison et 10 ans d'interdiction de territoire. Néanmoins, vous pouvez refuser d'embarquer si vous le souhaitez. Si vous êtes dans l'impossibilité de quitter immédiatement le territoire, vous pouvez être placé en rétention administrative ou assigné à résidence.

Une reconduite à la frontière n'interdit pas le retour en France dans des conditions régulières. Mais il est évident que vous aurez beaucoup de difficultés pour obtenir un nouveau visa (entre autre parce que vous serez fiché au Système Informatique Schengen). Une fois un visa obtenu, l'ancienne reconduite à la frontière ne peut empêcher la délivrance ni d'un titre de séjour, ni d'une autorisation de travail.

## **[ RECOURS FACE AUX ADMINISTRATIONS ]**

*Pour faire annuler ou enjoindre une décision d'une administration, vous devez faire un recours devant une juridiction administrative. Même si l'avocat n'est pas obligatoire pour cette procédure, il est toujours conseillé d'en prendre un. Si vos revenus ne vous le permettent pas, vous pouvez faire une demande d'aide juridictionnelle (voir la fiche Aide juridictionnelle). La loi relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Loi n°2000-321, JORF du 13 avril 2000) précise les différents régimes applicables. N'hésitez pas à vous en prévaloir à l'appui de votre recours.*

### **► LES DÉLAIS**

Selon que vous attaquez une décision ou un refus de répondre de l'Administration, les délais ne sont pas les mêmes. Il n'est pas toujours facile de savoir si une réponse de l'Administration peut être considérée comme une décision ou un silence de l'Administration.

### **► DÉCISION DE L'ADMINISTRATION**

Il peut s'agir soit d'un arrêté, soit d'une lettre qui vous est adressée. Mais toutes les lettres n'ont pas valeur de décision. Il faut en étudier le contenu. Si l'Administration prend spontanément une décision qui vous porte préjudice, vous avez un délai de deux mois, à partir de la notification par courrier ou de la publication, pour faire un recours. Si vous êtes à l'étranger, ce délai est de quatre mois. Si vous êtes dans les DOM-TOM, il est de trois mois.

### **► SILENCE DE L'ADMINISTRATION**

Si à la suite de votre démarche auprès d'une Administration, vous recevez soit une demande de renseignements supplémentaires, une réponse d'attente ou un simple accusé de réception de votre courrier, cette réponse équivaut au silence de l'Administration. Le silence gardé par l'Administration pendant plus de deux mois revient à un rejet de votre demande. Il s'agit d'une décision implicite de rejet. Vous pouvez alors

contester cette décision de rejet auprès du Tribunal Administratif. Si vous saisissez cette juridiction avant l'expiration des deux mois, elle attendra la fin de ce délai avant de statuer.

#### **A T T E N T I O N**

Certaines mesures échappent à ce délai. Par exemple, le délai de recours contre un arrêté de reconduite à la frontière est de 24 heures suivant la notification de l'arrêté. D'autres cas particuliers devraient être fixés par décret (toujours en attente).

Si les délais ou les voies de recours ne sont pas mentionnés dans la notification de décision de l'Administration, il n'y a en principe aucun délai particulier pour agir. Cela dit, il peut s'agir d'une erreur de l'Administration. Il est donc conseillé de se renseigner à chaque fois que les délais et voies de recours ne sont pas mentionnés sur les documents que vous adressez à l'Administration. Si vraiment il n'y a aucun délai particulier pour agir, il est conseillé d'agir aussi vite que possible.

Enfin, si aucune réponse ne vous est faite lorsque vous exigez les motifs d'une décision implicite de l'Administration (celle-ci ayant l'obligation de se justifier), la décision administrative peut être tout simplement annulée parce qu'illégale. Vous pouvez saisir le Tribunal Administratif pour annulation à n'importe quel moment. Il n'y a pas de délai. Gardez toujours les preuves de votre demande d'énonciation des motifs (copie de la demande et accusé de réception). Si vous demandez à bénéficier de l'aide juridictionnelle, le délai de recours est interrompu. Son nouveau point de départ est fixé à la date de notification de la décision du bureau d'aide juridictionnelle.

#### **► LA JURIDICTION COMPÉTENTE**

Vous devez effectuer votre recours auprès du greffe d'un Tribunal Administratif. Si vous contestez un refus d'entrée sur le territoire en tant que demandeur d'asile, c'est le tribunal administratif de Paris qui est compétent (car c'est le Ministère de l'Intérieur qui prend la décision de refus d'entrée). Si vous contestez un arrêté d'expulsion, c'est le Tribunal Administratif du lieu de résidence à la date de la notification qui est compétent. Le lieu de résidence peut être le lieu d'incarcération. Si vous ne rési-

dez plus en France et si vous désirez agir contre un refus d'abrogation d'un arrêté d'expulsion, vous devez saisir le tribunal administratif de Paris. Vous pouvez appeler votre préfecture ou les greffes des tribunaux pour obtenir des renseignements sur le ressort des tribunaux.

#### ► LE DOSSIER À PRÉSENTER

Vous devez présenter votre demande de recours sur papier libre. Vous y indiquerez vos nom, prénoms et adresse, éventuellement votre date de naissance et votre nationalité. N'oubliez pas de la dater et de la signer. Pour être recevable, votre demande doit être rédigée en français.

Votre demande exposera les faits, votre motivation en droit et les conclusions que vous en tirez en terme de préjudice. Nous vous conseillons toujours de rédiger cette demande à l'aide d'un avocat ou d'une association spécialisée. Votre requête sera présentée en trois exemplaires. Vous devrez y joindre les pièces nécessaires à l'information des juges (certificat de travail, fiches de paye, photocopies certifiées conformes de vos titres de séjour ou de travail ...). Pour certifier conforme une copie, vous devez y apposer la mention «pour copie conforme», parapher chaque page et faire certifier votre copie conforme en mairie. Vous devrez, enfin, joindre la photocopie de la décision attaquée. Si vous ne l'avez pas à votre disposition, l'Administration sera sommée de la produire. En cas de décision implicite de l'Administration (donc d'absence de document attaquant), on vous demandera la copie de la demande initiale et l'accusé de réception.

Les frais, pour ces démarches, sont de 100 F (15,24 euros) en timbre fiscal.

#### ► SUSPENSION DE L'EXÉCUTION DE LA DÉCISION - PROCÉDURES D'URGENCE

Un recours n'empêche pas l'Administration d'exécuter la décision. Pour obtenir la suspension de l'exécution, c'est auprès d'un autre magistrat que vous devez intervenir et obtenir un référé aux fins de sursis à exécution. Il s'agit d'une procédure indépendante devant les juridictions administratives. La demande de sursis est distincte du recours pour excès de pouvoir, et, évidemment, elle ne peut être valable si la décision a déjà été entièrement exécutée. La loi du 30 juin 2000 relative aux référés devant les



juridictions administratives organise trois procédures de référé qui remplacent celle du sursis à exécution. Il s'agit :

- du référé suspension ;
- du référé liberté ;
- du référé conservatoire.

#### 1. LE RÉFÉRÉ SUSPENSION

*(Article L. 511-1 du Code de justice administrative)*

Cette procédure, qui se substitue au sursis à exécution, permet au juge des référés d'ordonner la suspension d'une décision administrative à la double condition que l'urgence le justifie et qu'il y ait un moyen propre à créer un doute sérieux quant à la légalité de la mesure en cause. La requête ne sera recevable que si la décision administrative contestée fait l'objet par ailleurs d'une requête en annulation ou réformation. Les décisions administratives, même de rejet, sont susceptibles de suspension.

#### 2. LE RÉFÉRÉ LIBERTÉ

*(Article L. 512-2 du Code de justice administrative)*

Le juge peut ordonner « toutes mesures nécessaires à la sauvegarde d'une liberté fondamentale à laquelle une personne morale de droit public ou un organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public dans l'exercice d'un de ses pouvoirs, porte une atteinte grave et manifestement illégale ». Les conditions requises sont donc :

- l'atteinte à une liberté fondamentale ;
- le caractère grave et manifeste de l'atteinte à cette liberté.

La demande doit montrer également la nécessité d'intervention immédiate du juge. Le juge doit se prononcer dans un délai de 48 heures. Le juge peut adresser des injonctions à l'administration pour faire cesser le trouble à l'exercice du droit ou liberté en cause.

#### 3. LE RÉFÉRÉ CONSERVATOIRE

*(Article L.521-3 du Code de justice administrative)*

Il permet au juge administratif, en cas d'urgence avérée, d'ordonner toutes mesures utiles « sans faire obstacle à l'exécution d'aucune décision administrative ». Il permet le prononcé d'injonctions (en dehors du référé liberté) à une personne privée ou publique (communications de documents administratifs notamment).

Par ces trois référés, le juge se prononce au terme d'une procédure contradictoire, soit écrite, soit orale. Les requêtes sont dispensées du droit de timbre (article L. 522-2). Le caractère traditionnellement écrit de la procédure accentuait la lenteur de la décision. Le recours à l'oralité des débats présente le double avantage de respecter le principe du contradictoire et de pouvoir statuer dans des délais plus brefs. Le juge statue en audience publique et ses décisions peuvent faire l'objet d'un recours en cassation.

► **RÉSULTAT DE LA DEMANDE D'ANNULATION**

Si la juridiction administrative vous donne raison, la décision de l'Administration est annulée. En revanche, votre demande initiale n'est pas pour autant acceptée. Vous devrez en déposer une nouvelle, à moins que le juge n'ait condamné l'Administration à prendre une décision. Si la juridiction administrative vous donne tort, la décision de l'Administration est maintenue et vous devrez payer les frais de procédure.

► **VOIES DE RECOURS**

Vous disposez encore, dans certains cas, d'une possibilité d'appel contre la décision du Tribunal Administratif. Les délais sont de deux mois après la notification du jugement. Mais ils sont réduits à un mois si la notification concerne un jugement sur la légalité d'un arrêté de reconduite à la frontière. Votre appel devra généralement être fait devant la Cour administrative d'appel (refus de séjour, mesures d'éloignement). Il en existe sept en France : à Douai, Bordeaux, Lyon, Nancy, Nantes, Paris et Marseille. Pour certaines décisions, le Conseil d'Etat est compétent en premier et dernier ressort : c'est notamment le cas pour les jugements portant sur des actes réglementaires. Dans ce cas, la demande sera faite dans les mêmes conditions qu'exposées ci-dessus, devant le Conseil d'Etat, dans un délai de 2 mois suivant la notification ou la publication de la mesure faisant grief.

## **[ REFUS DE SOINS ET CONSENTEMENT ]**

### **► LE REFUS DE SOINS DE LA PART DES PERSONNELS SOIGNANTS**

Un médecin, un infirmier, un dentiste, un kinésithérapeute, etc. n'a pas le droit de refuser de soigner un malade. Un tel refus constituerait une discrimination. Le code de déontologie médicale indique que : « le médecin doit soigner avec la même conscience tous ses malades, quels que soient leur condition, leur nationalité, leur représentation et les sentiments qu'ils lui inspirent. » Ce même code n'accorde au médecin le droit de refuser de soigner que s'il se considère non compétent ou en cas de désaccord avec le patient. Dans ce cas, il doit orienter le malade vers un autre médecin. Donc aucun soignant n'a le droit de refuser de soigner si vous êtes séropositif ou malade du sida, en invoquant les risques qu'il pourrait prendre. S'il le fait, il se place dans l'illégalité.

### **► LE REFUS DE SOINS DE LA PART DU MALADE**

Tout malade a le droit de refuser des soins. Sans son consentement, personne n'a le droit de le soigner. Mais il existe des exceptions à cette règle :

- Lorsque la sécurité publique est menacée : par un patient présentant des troubles mentaux dangereux ou une pathologie gravement contagieuse par exemple.
- En cas d'urgence.

Si le patient est lucide, personne ne peut le soigner de force. S'il est inconscient (coma), un médecin peut lui apporter des soins : il tentera au préalable d'obtenir l'accord de la famille ou des proches du patient.

Il n'existe aucune forme obligatoire pour consigner un refus de soins. Il est toujours préférable de l'exprimer par écrit. A l'hôpital, on demandera au malade de signer un document attestant de son refus. De même, si le patient décide de quitter un hôpital contre l'avis de son médecin, ce qui est son droit, on lui demandera de signer une décharge. Face au refus du malade, le soignant doit accepter de ne pas le soigner. Mais il a le devoir de l'informer des risques qu'il encourt, et même le devoir de tenter de le convaincre d'accepter les soins qu'il lui propose. Si un soignant soigne un malade contre son gré, il risque des sanctions pénales, civiles et disciplinaires.

## ► LE CONSENTEMENT

### L'OBLIGATION DE CONSENTEMENT

Le code civil prévoit dans son article 16-3 alinéa 2 que « le consentement de l'intéressé doit être recueilli préalablement hors le cas où son état de santé rend nécessaire une intervention thérapeutique à laquelle il n'est pas à même de consentir. » Certains cas exceptionnels peuvent permettre au soignant de se passer de ce consentement. En cas d'urgence, le médecin peut intervenir sans le consentement du patient. Mais l'urgence est une notion subjective. Elle est appréciée au cas par cas, mais elle se définit en fonction d'une nécessité absolue ou d'un danger immédiat.

Quand le patient est inconscient, les soignants recueillent le consentement auprès des proches du patient. L'usage est de s'adresser au conjoint, concubin lorsqu'il y en a un. Si vous souhaitez désigner une personne qui sera habilitée à transmettre votre volonté, il est préférable de l'indiquer par écrit sur feuille simple, signée et datée de votre part et de l'indiquer avant chaque opération. Le mineur non émancipé ne peut pas consentir lui-même à un acte médical, ni le refuser. Pour un acte bénin, l'accord d'un seul parent peut suffire, mais pour les actes médicaux importants, il faut l'accord des deux parents si ceux-ci exercent tous les deux l'autorité parentale.

Il existe des exceptions à cette règle.

- Les jeunes filles mineures peuvent se faire prescrire des contraceptifs sans accord de leurs parents.
- Pour une Interruption Volontaire de Grossesse, l'accord d'une des personnes exerçant l'autorité parentale suffit, accompagné de l'accord de la jeune fille mineure enceinte, sauf pour l'obtention de la « pilule du lendemain », qui peut être prescrite sans accord parental sous certaines conditions.
- Le prélèvement d'organes : il est en principe interdit sur les mineurs, sauf le prélèvement de moelle osseuse pour le frère ou la soeur. Dans ce cas, il faut l'accord du mineur et des deux personnes exerçant l'autorité parentale.

#### LA FORME DU CONSENTEMENT

Selon les actes médicaux pratiqués, il peut être verbal ou écrit. Il doit être :

- libre, c'est à dire recueilli sans aucune forme de pression ;
- éclairé, c'est à dire que le patient a compris l'ensemble des actes auxquels il va être soumis et qu'il a obtenu l'ensemble des informations que vous demandiez.

En cas de conflit, c'est au médecin d'apporter la preuve qu'il a donné au patient toutes les informations nécessaires à son consentement éclairé. Certains actes médicaux tels que le prélèvement d'organes sur les personnes vivantes, la recherche biomédicale, l'assistance médicale à la procréation, imposent un type de consentement plus formalisé. Il s'agit le plus souvent d'un formulaire à remplir et à signer qui résume l'ensemble des actes médicaux qui vont être pratiqués.

## **[ RÉVÉLATION DE LA MALADIE CONTRE LE GRÉ DE LA PERSONNE ]**

*Quelles que soient les conditions et le lieu, la révélation de votre maladie contre votre gré relève toujours de la violation de votre droit à la vie privée. Votre état de santé fait partie de votre intimité. L'article 9 du Code civil indique que « chacun a droit au respect de sa vie privée ». En aucun cas, un professionnel tenu au secret ne peut dévoiler votre état de santé à autrui.*

Par exemple, un médecin ne peut dévoiler à vos parents votre état si vous ne le souhaitez pas. Il en est de même pour la médecine du travail qui ne peut relever à votre employeur votre état. Il peut simplement indiquer votre aptitude ou inaptitude à l'emploi (voir la fiche Secret Médical). Vos proches, amis, concubins ne peuvent pas non plus révéler votre état, pour quelques raisons que ce soit.

### **► QUE FAIRE SI VOTRE INFECTION EST DIVULGUÉE CONTRE VOTRE GRÉ ?**

Vous pouvez agir auprès du juge civil (Tribunal de Grande Instance) et demander des dommages et intérêts. Le problème tient au « barrage » effectué par le Procureur de la République. Si tel est le cas, il vous est possible de réitérer votre requête auprès du Doyen des Juges d'Instruction du Palais de Justice de votre juridiction. Cette plainte doit être impérativement bien motivée, explicitant de façon exhaustive les circonstances du préjudice que vous avez subi. Vous devez apporter la preuve de ce que vous avancez par tous les biais possibles (témoignages oculaires des personnes ayant constaté l'infraction, rédigés sur papier spécial à retirer dans les Tribunaux) sous peine de voir votre demande classée sans suite. Dans le cas précis d'infraction à la vie privée dans un hôpital, il est préférable de porter plainte devant le Tribunal Administratif. Ne laissez pas la direction de l'hôpital se réfugier derrière la responsabilité de tel ou tel personnel individuellement. C'est l'établissement, en tant que personne morale, qui est responsable.

Vous pouvez également agir en pénal, où l'étape du Procureur de la

République n'existe pas. Vous devrez alors faire valoir la révélation d'un fait déterminé et précis, portant atteinte à votre honneur et à la considération de votre personne.

## Commentaire

Nous constatons que régulièrement, les personnes séropositives ayant porté plainte en civil pour divulgation de leur pathologie dans les établissements hospitaliers ont vu leur dossier classé sans suite par le Procureur de la République sous le motif suivant : « infraction insuffisamment caractérisée ». Sans présager d'une quelconque subjectivité dans ces décisions, nous tenons à souligner l'étrange régularité de ces refus d'étudier des plaintes contre des hôpitaux ayant commis une faute patente de ce type. Il faut renforcer les textes qui réglementent les infractions au secret médical. Les sanctions doivent être rédhibitoires pour être persuasives. L'infraction au secret médical devrait être constituée dès lors que l'on tente seulement de divulguer une information ou de récolter une information réservée à un personnel qui concourt à un acte de soin.

## [ REVENU MINIMUM D'INSERTION ]

### ► CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU RMI

Pour toucher le Revenu Minimum d'Insertion (RMI), vous devez répondre à trois types de critères : résidence, âge, ressources.

#### CONDITIONS DE RÉSIDENCE

Quelle que soit votre nationalité, vous devez résider en France depuis au moins trois ans pour pouvoir toucher le RMI. Au-delà de 3 mois hors de France, vous perdez le droit de le percevoir. Si vous êtes sans domicile fixe vous devez vous domicilier auprès d'un organisme agréé (est considéré comme « sans domicile fixe » celui qui ne peut justifier d'une adresse où il peut être joint).

#### CONDITIONS D'ÂGE

Vous devez avoir au moins 25 ans, à moins d'avoir des enfants à charge ou à naître. Vous pouvez cependant toucher le RMI en dessous de 25 ans si vous êtes stagiaire rémunéré de la formation professionnelle.

#### A T T E N T I O N

Les étudiants ou les stagiaires non rémunérés n'y ont pas droit, même s'ils ont 25 ans.

#### CONDITIONS DE RESSOURCES

Le RMI est une allocation qui s'ajoute à vos revenus pour atteindre un revenu minimum. Vous devez déclarer les revenus des personnes vivant dans votre foyer. Chacun des membres du foyer déclare ses ressources : revenus d'activité, indemnités journalières, allocations chômage, pensions de retraite, rentes d'incapacité, pensions alimentaires, revenus locatifs ou revenus de capitaux.

#### A T T E N T I O N

Si vous êtes logé à titre gratuit, cela sera considéré comme un avantage évalué à 12% du RMI soit 313,02 F (47,72 Euros) pour une personne seule, 16% du RMI pour un foyer de 2 personnes soit 626,04 F (95,44 Euros) et 16,5% du RMI pour un foyer d'au moins trois personnes soit 774,72 F (118,11 Euros).



Certaines aides ne sont pas prises en compte intégralement dans l'évaluation des ressources : l'Allocation de Logement à caractère Familial (ALF), l'Allocation de Logement à caractère Social (**ALS** <sup>•</sup>), et l'Aide Personnalisée au Logement (**APL** <sup>•</sup>) sont prises en compte dans les mêmes proportions que le logement à titre gratuit. Elles vous seront décomptées à hauteur de 12% du RMI pour une personne seule, 16% du RMI pour un foyer de deux personnes et 16,5% du RMI pour un foyer d'au moins 3 personnes. Certaines aides ne sont pas du tout prises en compte dans l'évaluation des revenus. Il s'agit de :

- l'**Allocation d'Education Spéciale** <sup>•</sup> ;
- l'**Allocation Compensatrice (Tierce Personne** <sup>•</sup> ou **Frais Professionnels** <sup>•</sup>) quand ces deux aides sont destinées à rémunérer une personne ne vivant pas au foyer ;
- les prestations en nature de l'assurance maladie (maladie, maternité, invalidité, etc. ).

Sont considérées comme personnes à charge :

- les enfants donnant droit aux prestations familiales ;
- les autres personnes de moins de 25 ans à la charge effective et continue du bénéficiaire du RMI (conjoint, concubin, parents jusqu'au 4<sup>ème</sup> degré).

#### ► MONTANTS DU RMI

Le RMI versé à une personne seule sans enfant est de 2 608,50 F (397,66 Euros) par mois (au 1<sup>er</sup> mars 2001).

Le RMI versé à un couple sans enfant ou à une personne seule vivant avec un enfant est de 3 912,75 F (596,49 Euros) par mois.

Pour un couple avec un enfant ou une personne seule avec deux enfants, il est de 4 695,30 F (715,79 Euros) par mois.

Pour un couple avec deux enfants, il est de 5 477,85 F (835,09 Euros). Ensuite, on ajoute 1 043,40 F (159,07 Euros) par mois par enfant supplémentaire, pour une personne seule comme pour un couple.

Pour une personne seule, logée à titre gratuit et touchant 2 000 F par mois, le RMI se montera à :

2608,50 F

- 12% (évaluation forfaitaire du logement)

= 2 295,48F, diminués des 2 000 F provenant d'autres revenus  
c'est à dire, au total : 295,48 F (soit 45,12 Euros).

Pour un couple ayant un enfant à charge, touchant une allocation logement de 900F et dont les revenus s'élèvent à 2500 F, le RMI se montera à :

4695,30 F

- 12% (abattement forfaitaire pour l'allocation logement)

= 4131,86F, diminués de 2 500 F,

c'est à dire au total : 1631,86 F soit 240,80 Euros.

#### ► COMMENT FAIRE LA DEMANDE DE RMI ?

Vous pouvez retirer les formulaires de demande :

- dans les Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS, anciens Bureaux d'Aide Sociale); demandez leur adresse à votre mairie.
- dans les Services Sociaux départementaux ; demandez leur adresse à votre préfecture.
- auprès d'associations agréées par la Préfecture ; demandez-en la liste à votre mairie.

Vous remettrez votre dossier de demande dans le centre, service ou association où vous avez retiré votre formulaire. Ce sont les services de la Préfecture qui décident si vous pouvez toucher le RMI ou non. C'est la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) qui vous le versera si vous le touchez.

#### ► VERSEMENT DU RMI

Si toutes les conditions sont remplies, votre droit au RMI commence au jour où vous avez déposé votre dossier. Vous le recevez mensuellement, pour une durée de départ de trois mois. Après trois mois :

- soit vous avez signé un contrat d'insertion professionnelle : dans ce cas, vous touchez le RMI pour une période de 3 à 12 mois (sauf modification de vos conditions de ressources) ;
- soit vous n'avez signé aucun contrat d'insertion professionnelle : si on vous juge responsable de la situation, votre RMI cesse de vous être versé. Mais si c'est le service en charge de vous trouver un contrat qui est jugé

responsable, vous continuerez à toucher votre RMI.

Le versement du RMI est donc remis en question tous les trois mois. Tous les trois mois, vous devez par conséquent refaire une déclaration de revenus. Si vous ne la faites pas, votre versement sera d'abord réduit de moitié, puis supprimé.

#### A T T E N T I O N

Le RMI ne peut pas être saisi.

### ► DROITS OUVERTS PAR LE RMI

#### ALLOCATION LOGEMENT

Si vous n'avez aucune autre aide au logement, le RMI vous donne accès à l'**allocation logement à caractère social** <sup>•</sup>.

#### COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE

Depuis le 1er janvier 2000 et la mise en place de la Couverture Maladie Universelle, l'aide médicale n'existe plus, hormis pour les étrangers en situation irrégulière, sous le nom d'« Aide Médicale d'Etat ». Tout allocataire du RMI bénéficie de la CMU. Celle-ci donne droit :

- à une assurance maladie de base (c'est à dire, votre prise en charge par le régime général de la Sécurité Sociale) ;
- à une couverture complémentaire gratuite qui prend en charge, en complément de la Sécurité Sociale, les consultations médicales, les médicaments, les hospitalisations et, dans certaines limites, les frais dentaires, d'optique et de prothèses auditives. Aucun frais n'est à avancer.

(Voir également la fiche **CMU** <sup>•</sup>)

### ► RMI ET EMPLOI

Le principe du RMI est de vous engager vers une action d'insertion. Les programmes d'insertion locale sont définis au niveau départemental. Votre activité, en tant que bénéficiaire du RMI, fait l'objet d'un contrat d'insertion. L'ensemble des actions est coordonné par deux instances :

- le Conseil Départemental d'Insertion ;
- la Commission Locale d'Insertion.

Le Conseil départemental d'Insertion a pour rôle de proposer au président du Conseil Général et au Préfet un programme départemental d'insertion.

La Commission Locale d'Insertion travaille sur un secteur donné du département. Elle doit mettre en place des contrats d'insertion et assurer leur suivi. En théorie, vous devez signer un contrat d'insertion dans les trois mois qui suivent la demande de RMI. Cette insertion peut prendre plusieurs formes :

- des activités d'intérêt général dans une administration, un organisme public ou une association à but non lucratif ;
- des stages en entreprise ;
- des stages qualifiants ;
- des actions de solidarité.

Dans la réalité, le nombre des contrats d'insertion signés est assez faible. Dans la majorité des cas, le RMI est renouvelé aux allocataires sans contrat d'insertion après le délai prévu.

#### ► CUMUL DU RMI ET D'UN REVENU DANS LE CADRE D'UN CONTRAT EMPLOI SOLIDARITÉ

Il est possible de cumuler, d'abord intégralement, puis, en partie, le RMI et les revenus d'un contrat emploi solidarité (CES). En effet, ces revenus ne sont pas entièrement pris en compte dans l'évaluation des ressources. Ils comptent pour :

- 28% du montant du RMI de base pour un allocataire, soit 703,36 F (107,23 Euros) en métropole et 635,43 F (96,87 Euros) dans les DOM, lorsque l'activité a débuté avant le 1er décembre 1998 ;
- 33% du montant de RMI de base pour un allocataire, soit 825,75 F (125,88 Euros) en métropole et 748,90 F (114,17 Euros) dans les DOM lorsque l'activité a débuté après le 1er décembre 98.

## Commentaire

Le montant du RMI doit être relevé de manière significative. Son montant est ridiculement bas et ne fait que laisser les allocataires dans une situation de précarité. Par ailleurs, le RMI doit être ouvert aux jeunes de moins de 25 ans, qui ne bénéficient actuellement d'aucun revenu minimum. Enfin l'obtention du RMI ne doit pas être l'occasion pour les CAF de multiplier les visites domiciliaires chez les allocataires.

## [ SAISIES ]

*Les principales saisies sont : la saisie-attribution, la saisie sur salaire, la saisie-vente, la saisie d'un véhicule. Il n'est pas nécessaire qu'un tribunal intervienne pour que vous soyez saisi.*

### ► LA SAISIE-ATTRIBUTION

Elle ne peut porter que sur des sommes d'argent. Le plus souvent, il s'agit d'une saisie sur votre compte bancaire.

Pour procéder à cette saisie, votre créancier doit obligatoirement avoir reçu un titre exécutoire (jugement, acte notarié). Pour obtenir le paiement, le créancier adresse l'acte de saisie au banquier. Le paiement n'est pas fait immédiatement. En tant que débiteur, vous disposez d'un délai d'un mois pour contester la saisie auprès du juge de l'exécution. Passé ce délai, le créancier peut demander le paiement.

### ► LA SAISIE-VENTE

Le créancier muni d'un titre exécutoire peut demander la vente des meubles de son débiteur. Il doit, pour cela, demander à un huissier de délivrer un commandement au débiteur. Ce commandement est suivi de la saisie, puis, un mois plus tard, de la vente des biens aux enchères publiques. La vente aux enchères est arrêtée lorsque le prix des biens vendus est suffisant pour payer le créancier. S'il y a plusieurs créanciers et que le prix des biens vendus ne permet pas de les payer tous, l'agent est réparti à l'amiable.

### ► LA SAISIE D'UN VÉHICULE

Le créancier peut demander l'immobilisation de votre véhicule soit en s'adressant à un huissier, soit en faisant une déclaration à la préfecture. Dans tous les cas, le créancier doit être muni d'un titre exécutoire. Suite à cette saisie, on ne peut plus vous délivrer de certificat d'immatriculation du véhicule pendant deux ans, sauf mainlevée donnée par le créancier ou ordonnée par le juge (c'est-à-dire un acte qui met fin aux effets d'une saisie).

### ► QUELS SONT LES BIENS INSAISSISSABLES ?

Certains biens, considérés comme indispensables ou nécessaires, ne peuvent être saisis :

- pensions ayant un caractère alimentaire ;
- prestations telles que l'**AAH**<sup>•</sup>, **RMI**<sup>•</sup> ;
- biens légués ou donnés au débiteur si le testateur ou le donateur les a déclarés insaisissables ;
- tout objet indispensable aux personnes handicapées ou nécessaires aux soins des personnes malades ;
- meubles nécessaires à la vie ou à l'activité professionnelle (instruments de travail, denrées alimentaires, appareils de chauffage, vêtements, literie, tables, chaises...).

### ► LES MESURES DE PROTECTION

#### GARANTIES CONTRE LA SAISIE-VENTE

Si le montant de la créance, autre qu'alimentaire, est inférieur à un montant fixé par décret, la saisie du domicile ne peut avoir lieu que si la saisie sur compte bancaire ou sur salaire n'est pas possible. Le débiteur dispose d'un mois entre la saisie et la vente aux enchères publiques s'il désire vendre ses biens à l'amiable. Dans ce cas, il doit informer l'huissier des propositions qui lui sont faites. Néanmoins, si le créancier considère que ces propositions ne sont pas suffisantes, il peut refuser la vente volontaire.

## [ SECRET MÉDICAL ]

### ► DÉFINITION

Le secret médical renvoie au principe du respect de la personne. Il est également à la base d'une relation de confiance entre le patient et le médecin. Le code de déontologie médicale indique que «Le secret professionnel, institué dans l'intérêt des malades, s'impose à tout médecin dans les conditions établies par la loi». Tout médecin doit également veiller à ce que ceux qui travaillent avec lui respectent ce secret. Quant au code pénal, il indique que : « La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par son état ou sa profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 100 000 F d'amende. » (Article 126-13 du Code Pénal).

### ► QUI EST TENU AU SECRET MÉDICAL ?

Tous les professionnels de santé y sont tenus, même les étudiants en médecine dès lors qu'ils concourent à un acte de soins. Le personnel administratif habilité à traiter des informations à caractère médical est astreint de surcroît au devoir de réserve. Comme le secret appartient au patient, les médecins ne sont pas, en principe, libres de se révéler des informations entre eux sans votre accord. Si un médecin est appelé pour urgence, il communiquera ses conclusions à votre médecin traitant et à vous-même.

### ► SECRET MÉDICAL ET MÉDECINS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, DES ASSURANCES ET DU TRAVAIL

#### LA SÉCURITÉ SOCIALE

Les médecins de la Sécurité sociale sont tenus au secret médical. Mais, étant donné leur rôle, on peut douter de leur objectivité. Des infractions au secret médical de la part de médecins de la Sécurité sociale ont déjà été observées. Le fait qu'ils puissent exercer un contrôle sur les patients prestataires et qu'ils soient décisifs dans les versements des prestations renforce ce risque.

#### LA MÉDECINE DU TRAVAIL

Après la visite médicale, le médecin de travail ne peut donner à votre employeur qu'un avis sur votre aptitude au travail et non sur vos pathologies éventuelles (Voir la fiche consacrée au **Droit au travail des personnes handicapées**•).

#### LES COMPAGNIES D'ASSURANCE

La transgression du secret médical est fréquente chez les médecins des compagnies d'assurance. Les travaux actuels menés pour trouver une solution à l'assurabilité des personnes séropositives ont posé fermement ce problème afin qu'un mode de travail assurant le secret soit mis au point. Actuellement, dès qu'ils considèrent qu'un contractant leur a menti, les assureurs ne respectent plus les termes du contrat. Ils exigent alors du contractant qu'il leur prouve sa bonne foi. Cette règle doit être inversée : si un assureur conteste les conditions dans lesquelles un contractant a été victime d'un préjudice de santé, c'est à lui de prouver qu'il y a eu fraude. Et avant qu'il ait pu en faire éventuellement la preuve, il doit continuer à respecter ses engagements d'assureur (Voir la fiche consacrée à **Assurance et VIH**•).

#### ► CONTENU DU SECRET MÉDICAL ET DÉROGATIONS

Le secret médical porte sur les seuls éléments connus du médecin dans l'exercice de sa profession. Cela dit, les médecins sont censés rester discrets sur leurs patients, même en dehors de leur activité. Il existe cependant des dérogations au secret médical :

#### LE DROIT DU PATIENT À CONNAÎTRE SON ÉTAT.

Actuellement, même si vous avez légalement accès à votre dossier médical, le code de déontologie médicale permet au médecin de vous cacher certains éléments en cas de pronostic grave. Le projet de loi sur les droits des malades, toujours en préparation en juillet 2001, était censé permettre définitivement l'accès à l'intégralité du dossier. Mais, sous la pression des médecins, le gouvernement semble réticent. Ainsi, les conditions d'accès au dossier seront fixées plus tard, par décret en Conseil d'Etat. La liberté d'accès à votre dossier est pourtant un droit fondamental qui aurait dû être légalement renforcé, à la différence de ce que le gouvernement semble vou-



loir proposer. Pour les patients mineurs, c'est aux parents ou aux représentants légaux que le médecin s'adresse. Il est, cependant, censé tenir compte de l'avis du patient.

#### LE POUVOIR DU MALADE DE DÉLIER LE MÉDECIN DU SECRET MÉDICAL

Si un patient accepte la levée du secret, la confidentialité des informations ne joue plus. C'est notamment le cas lorsqu'un patient demande un certificat médical pour en communiquer le contenu à des tiers. Le médecin est, cependant, tenu de s'assurer que le patient sait ce qu'il fait.

#### LE SECRET MÉDICAL POST MORTEM

A moins que le défunt ait exprimé la volonté que le secret médical soit levé après sa mort, le secret post mortem doit être respecté. Cependant, les ayants droit ont accès au dossier médical en passant par un médecin.

#### LES DÉROGATIONS LÉGALES

Doivent, entre autres, être déclarés les naissances, les décès, les maladies vénériennes, les certificats d'internement pour les malades mentaux pathologiques, les alcooliques dangereux, les certificats pour usage illicite de stupéfiants, les certificats de vaccination.

Accidents du travail, maladies professionnelles, maladies transmissibles font l'objet d'une déclaration par votre médecin à la DDASS. Mais cette déclaration reste anonyme - c'est le cas de la déclaration obligatoire de séropositivité, valable à partir de janvier 2002- ou n'est qu'indirectement nominative (prénom, initiale du nom) -c'est le cas de la déclaration obligatoire du sida.

La déclaration n'est nominative -et dans ce cas le secret médical est levé- que si des mesures d'urgence doivent être prises par les autorités. C'est le cas d'infections comme la rage ou la méningite.

## [ SIDA, MARIAGE, ENFANTS ]

*On ne peut pas vous refuser de vous marier en raison d'une maladie. On ne peut pas vous contraindre à faire un test de dépistage avant le mariage. En revanche, ce test doit vous être obligatoirement proposé. A vous de l'accepter ou non. Si vous l'acceptez, vous serez seul(e) à en être informé(e). Libre à vous de révéler ou non le résultat.*

### ► UNE MALADIE GRAVE PEUT-ELLE ABOUTIR À UNE DEMANDE DE DIVORCE ?

Une maladie ne peut constituer à elle seule une cause de divorce ou de nullité du mariage. En revanche, ses conséquences peuvent constituer une cause légitime de divorce. Le sida pourrait entraîner une demande de divorce pour :

- atteinte à la sécurité de la famille ;
- impossibilité de procréer sans risque pour le partenaire et l'enfant à naître ;
- le cas échéant, rupture des liens sexuels ;
- révélation d'un comportement adultérin ou de l'usage de drogue.

### ► PEUT-ON OBTENIR LA GARDE DES ENFANTS EN CAS DE MALADIE GRAVE ?

La maladie n'est pas en soit un motif de rejet de l'attribution de la garde des enfants. La garde peut être refusée en cas de faute (adultère, usage de drogue) ou compte tenu de l'état de santé présent et futur du parent concerné. Il s'agit d'une appréciation au cas par cas. La préservation des liens entre le parent et l'enfant sera surtout examinée et prise en compte.

### ► CHOIX DU FUTUR TUTEUR DE VOTRE ENFANT

Vous pouvez choisir le futur tuteur de votre enfant. Vous devez le désigner dans un testament ou une déclaration spéciale devant notaire. Il vaut mieux y joindre la lettre d'acceptation du tuteur. Le juge des tutelles

peut s'opposer à votre choix s'il estime que la personne désignée ne présente pas les garanties suffisantes. Sans désignation, ce sera le conseil de la famille, nommé par le juge des tutelles, qui choisira le tuteur, souvent parmi les grands-parents. Ne retardez pas ces démarches si vous les estimez importante pour votre enfant. Il est préférable de les envisager avant que votre état de santé vous empêche de les démarrer.

#### ► MALADIE ET ADOPTION

Vous pouvez, dans certains cas, faire adopter votre enfant. L'adoption simple permet de maintenir des liens entre l'enfant et la famille d'origine alors que l'adoption plénière empêche toute relation avec sa famille d'origine. La procédure est difficile et longue.

#### ► SÉROPOSITIVITÉ DE VOTRE ENFANT

Un enfant séropositif à la naissance en raison de l'infection de sa mère, peut devenir séronégatif ; le temps de séronégativisation peut atteindre dix-huit mois. Pendant ce temps, vous devez continuer à le faire suivre dans un service pédiatrique approprié. Lorsque les parents ne peuvent pas les garder (notamment pour raisons de santé), les enfants séropositifs peuvent être confiés à des familles volontaires spécialement recrutées pour les recueillir. N'hésitez pas à vous rapprocher d'associations spécialisées dans ce domaine telles que Sol En Si ou Dessine moi un mouton.

## [ SOINS ET USAGE DE DROGUES ILLICITES ]

*Tant que l'usage de ce qu'on appelle « drogues » restera interdit par la loi et passible de sanctions pénales, la situation des usagers de drogues à l'égard du système de soins restera ambiguë et incertaine. L'accès aux soins des usagers de drogues pose deux problèmes : celui du secret médical (les médecins et le corps soignant sont-ils tenus de garder secret ce qu'ils savent de vos consommations, même si elles sont réprimées par la loi ?) et celui de l'aide et des soins auxquels peuvent prétendre les usagers de drogues « actifs », qui consomment plus ou moins quotidiennement des produits interdits (l'usage de drogues dans un service hospitalier peut-il par exemple justifier l'expulsion d'un malade ?).*

On ne peut malheureusement pas apporter de réponses claires à ces questions : la situation diffère selon le type de structure de soins (structures d'accueil bas-seuil d'usagers de drogues, centres spécialisé de soins aux toxicomanes (CSST), hôpitaux, cabinets de ville, etc.) ; elle peut aussi changer considérablement d'un centre d'accueil ou d'un service à l'autre.

### ► SECRET MÉDICAL OU SOINS SOUS COUVERT D'ANONYMAT ?

Les médecins et les membres du corps soignant sont tenus au secret médical. Ils ne peuvent pas faire usage de ce qu'ils savent de vous ni sur le plan médical, ni sur le plan social, sauf dans des cas très particuliers où la loi leur impose de déclarer ce qu'ils savent (sévices à enfants, etc.). Il faut cependant savoir que le secret médical peut être levé dans le cadre d'enquêtes sur trafic de stupéfiants : un juge enquêtant sur un réseau de revente, par exemple, est habilité à réquisitionner des dossiers médicaux d'usagers de drogues, quand bien même le médecin qui les détient refuserait de les lui transmettre en vertu du secret médical.

La seule manière d'échapper à ce type de risque est donc d'entrer dans un programme de soins sous couvert d'anonymat total, c'est à dire d'éviter ou de refuser de décliner son identité. Cette possibilité existe dans certains cas,

la loi de 1970 de lutte contre la drogue et la toxicomanie (loi n°70-1320 du 31 décembre 1970 relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et la répression du trafic et de l'usage illicite de substances vénéneuses, JO du 03 janvier 1971) prévoyant pour les usagers de drogues la possibilité de recourir au système de soins sous le régime de l'anonymat.

Les Centres d'accueil et de réduction des risques « bas-seuil » d'usagers de drogues (bus de prévention, « Boutiques », etc.) proposent généralement leurs services (échange de seringues, pause-café, permanence sociale, etc.) sans exiger des usagers qu'ils déclinent leur identité.

Les Centres Spécialisés de Soins aux Toxicomanes (CSST) sont soumis au régime de la loi de 1970 : les soins et services qui y sont dispensés sont gratuits, et on y autorise en principe l'anonymat. Ces centres proposent généralement des accompagnements au sevrage et des traitements de substitution (à la méthadone notamment), mais également des suivis, social et psychologique, ainsi que des consultations de médecine générale. L'entrée sous couvert d'anonymat total doit cependant faire l'objet d'une demande expresse (orale ou écrite). Dans le cas contraire, un dossier sera établi à votre nom. Si vous êtes déjà suivi dans un CSST et souhaitez bénéficier de la procédure d'anonymat, le seul moyen est de demander à en sortir et à y re-renter sous couvert d'anonymat total, sous réserve que le CSST où vous êtes suivi l'accepte.

Ni l'hôpital ni la médecine de ville ne permettent la dispensation de soins sous le régime de l'anonymat, sauf exception très particulière (l'accouchement sous X par exemple). Etant donné que ces soins sont pris en charge par la Sécurité Sociale, ils doivent être nominatifs.

Note – Beaucoup d'usagers de drogues, par crainte des poursuites ou de peur de s'exposer à des problèmes, choisissent de ne pas parler de leurs consommations illicites à leur médecin. Les interactions entre drogues et traitements médicaux sont pourtant toujours possibles, même si elles sont mal connues. Elles peuvent vous mettre en danger ou vous exposer à de graves problèmes de santé. Lorsque vous êtes sous traitement, évitez de prendre des drogues. Si vous ne pouvez pas faire autrement ou choisissez d'en prendre, parlez-en absolument à votre médecin. Depuis une dizaine d'années, les mentalités ont considérablement changé. Les méde-

cins plus tolérants et/ou mieux avertis sont plus nombreux. Cette recommandation concerne aussi les produits de substitution.

#### ► LE DROIT DES MALADES USAGERS DE DROGUES

Un usager de drogues a-t-il les mêmes droits qu'un autre patient ou faut-il qu'il choisisse entre consommation de drogues illicites et accès aux soins à l'hôpital ? Il arrive que des usagers de drogues admis dans des établissements de soins ne soient pas considérés comme des patients comme les autres et qu'on les reçoive comme des « malades de la drogue », quand ils demandent à être pris en charge pour d'autres pathologies ou problèmes somatiques. Certains usagers ont pu par ailleurs être menacés d'expulsion, parce qu'ils consommaient des produits illicites durant leur hospitalisation. Les problèmes ne sont pas rares, et les pratiques varient énormément d'un établissement ou d'un médecin à l'autre. On peut cependant rappeler quelques principes.

##### L'ADMISSION

Le refus d'admission dans un service d'urgence est interdit par la loi, dès lors qu'il y a danger pour la santé de la personne.

##### LA CONSOMMATION DANS LES SERVICES DE SOINS

La loi du 30 juin 1975, relative aux institutions sociales et médico-sociales impose à tous les établissements (y compris les CSST) d'avoir un règlement intérieur et de l'afficher. Ces règlements stipulent généralement que l'introduction de drogues et/ou d'alcool n'est pas autorisée dans les locaux. La consommation de produits illicites étant interdite, elle l'est par conséquent aussi dans les établissements de soins : il n'existe pas à l'heure actuelle en France, au moins de façon officielle, de « salles de shoot » ou d'autres lieux équivalents où la consommation de drogues serait autorisée.

##### LES CONSOMMATIONS PARALLÈLES AU TRAITEMENT OU AUX SOINS, LE CONTRÔLE DES CONSOMMATIONS

La tolérance à l'égard des consommations illicites (effectuées hors des

locaux) varie avec le type de structure et les établissements. Les centres d'accueil bas-seuil sont tenus d'accueillir des usagers « actifs », ils ne peuvent donc pas vous reprocher de consommer en dehors de leurs locaux.

Dans certains établissements, hôpitaux ou cabinets médicaux, la reprise ou le maintien de consommations illicites, parallèlement au traitement ou aux soins, peut motiver une exclusion. Le règlement intérieur ne le précise pas nécessairement : d'une façon générale, aucun texte n'empêche ni n'impose ce type d'exclusion. Mais si la vie ou la santé du patient est en jeu, l'exclusion serait contraire aux règles de déontologie des établissements de soins.

La vocation des CSST est d'aider les personnes qui le demandent à arrêter la consommation d'un produit. On imagine bien par conséquent que continuer ou recommencer à consommer ce produit pendant le suivi ou le traitement pourra poser des problèmes. Mais rien n'impose de vous exclure pour cette raison. Certains établissements (CSST, services hospitaliers) pratiquent des tests urinaires ou sanguins, pour y chercher la trace de consommations et contrôler les déclarations de leurs patients usagers de drogues. Si ces pratiques sont moralement douteuses, aucun texte ne semble ni les interdire ni les imposer.

Renseignez-vous autant que possible sur les pratiques de l'établissement, au moment où vous y entrez.

#### LA SUBSTITUTION

Si une hospitalisation vous impose d'arrêter votre consommation (soit que le règlement intérieur l'impose, soit que vous ne puissiez plus vous procurer de produits) et si cet arrêt doit entraîner des problèmes de manque, vous êtes en droit de demander un traitement de substitution (si vous êtes en manque d'opiacés) ou des médicaments contre la douleur. Tout médecin peut en principe vous prescrire du Subutex. Faites attention cependant aux effets antagonistes du produit : l'administration de buprénorphine chez un consommateur d'opiacés peut, du fait de son effet antagoniste sur les récepteurs, induire un état de manque dans les 48 h.

Les médecins hospitaliers n'ont pas le droit d'initier une prescription de

méthadone, ils ne peuvent que relayer une prescription initiée dans un centre spécialisé (CSST). Dans certains cas, un arrangement est cependant possible avec le CSST local. Un recours aux services de l'ECIMUD (Equipe de Coordination et d'Intervention Mobile auprès des Malades Usagers de Drogues) sera toujours utile : ces services sont chargés entre autres d'organiser le relais des prescriptions de méthadone pour les personnes hospitalisées. Le droit d'initier une prescription de méthadone devrait bientôt être élargi aux médecins hospitaliers. Les pharmacies des hôpitaux disposent également de sulfates de morphine.

#### L'ACCÈS AUX TRAITEMENTS

Les usagers de drogues sont souvent considérés comme peu « observants » ou respectant mal les consignes de traitement. Un certain nombre de drogues (licites ou illicites, l'alcool et la cocaïne notamment) étant connues par ailleurs pour abîmer le foie, beaucoup de médecins hésitent à prescrire des traitements (de l'hépatite, notamment) aux usagers de drogues « actifs », qui continuent à consommer. L'attitude des médecins évolue cependant, et toute situation doit pouvoir être négociée. Quelles que soient vos habitudes de consommation, il est important que vous soyez suivi et soigné. En cas de refus de soins motivé par vos habitudes de vie ou votre consommation, n'hésitez pas à contacter Act Up-Paris.

#### LE TRAITEMENT DE LA DOULEUR

A une époque où la sensibilisation au traitement de la douleur est en train de porter ses fruits, rien n'empêche que les malades usagers de drogues bénéficient de ce progrès. Cependant, pour que le traitement reste efficace et qu'il ne présente pas de danger pour vous, vos consommations parallèles et/ ou votre tolérance aux opiacés devront être prises en compte. Faites état notamment de vos consommations d'opiacés (risques d'overdose lors du cumul morphine + héroïne ou méthadone, risques de crises de manque lors du cumul morphine + Subutex).

#### ► EN CAS DE PROBLÈME

SI VOUS ÊTES HOSPITALISÉ – Un certain nombre d'hôpitaux disposent d'ECIMUD. Il s'agit d'équipes pluridisciplinaires, rattachées notamment aux Unités d'Immunologie clinique, constituées de médecins et de personnels soignants.



---

Leur objectif est de faciliter la coordination des soins pour les malades usagers de drogue, de soutenir et conseiller les services cliniques sur les particularités de la prise en charge de ces patients (adaptation de traitement, problèmes relationnels, sevrage, mise en route de traitement de substitution), d'informer et de former l'ensemble des personnels de l'hôpital, et d'être un relais avec les professionnels de ville. Les personnes qui travaillent dans ces équipes connaissent généralement mieux les problèmes rencontrés par les usagers de drogues que le reste des personnels hospitaliers. Renseignez-vous sur l'existence d'un ECIMUD au sein de l'établissement où vous êtes hospitalisé. N'hésitez pas à y recourir.

Si vous vous estimez l'objet de discriminations ou avez connaissance d'atteintes aux droits, à la dignité ou à la vie privée de personnes usagers de drogues, vous pouvez également contacter :

L'Observatoire du Droit des Usagers de Drogues  
c/o Asud National  
204-206, rue de Belleville, 75020 Paris.  
Tel : 01 43 15 09 00. Email : [asud@club-internet.fr](mailto:asud@club-internet.fr)

## [ TITRES DE SÉJOUR ]

Nous ne pouvons en quelques pages traiter exhaustivement un sujet si vaste et complexe. Il s'agit donc ici de quelques indications. Nous vous conseillons de prendre contact avec une association spécialisée (Gisti, Cimade, etc.) pour des informations et un soutien adaptés à votre situation.

*Il est interdit de rester en France plus de trois mois après son entrée sur le territoire sans titre de séjour (sauf si on a moins de 18 ans). Pour séjourner en situation régulière sur le territoire français, vous devez faire une demande de titre de séjour dans les 2 mois après votre entrée en France. Si vous êtes ressortissant de l'Union Européenne, vous avez 3 mois pour faire cette démarche.*

### ► LES DIFFÉRENTS TITRES DE SÉJOUR

Selon que vous êtes en France pour une courte ou une longue période, vous devrez obtenir, soit un visa court séjour, soit un visa long séjour. Mais selon le pays dont vous venez, les titres de séjour et les conditions d'obtention diffèrent. Les différents titres de séjour français sont les suivants :

- la carte de résident de 10 ans renouvelable ;
- la carte de séjour temporaire d'1 an maximum renouvelable (avec différentes mentions selon les raisons pour lesquelles le demandeur veut séjourner en France). La mention « vie privée et familiale » est celle qui permet de venir se faire soigner en France et d'y demeurer lorsque l'on est atteint d'une pathologie grave, telle que le sida, et que des soins satisfaisants ne sont pas possible dans le pays d'origine.
- l'autorisation provisoire de séjour (APS) ;
- la carte de séjour « Union Européenne ».

### ► LES RESSORTISSANTS DE L'UNION EUROPÉENNE

Si vous êtes ressortissant d'un pays de l'Union Européenne ou d'un état membre de l'Espace Économique Européen (soit les 15 de l'Union Européenne plus l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein), vous pouvez séjourner en France jusqu'à trois mois après votre entrée, sous couvert de

vosre passeport en cours de validité ou de votre carte nationale d'identité. Au-delà, vous devez solliciter une carte de séjour « Union Européenne ». Vous devez demander le renouvellement de votre carte de séjour dans les deux derniers mois précédant son expiration.

Les ressortissants de l'Autriche, du Danemark, de la Finlande, des Pays-Bas, de l'Allemagne et du Royaume Uni peuvent demander un titre de séjour à validité permanente.

Pour les autres :

- si vous exercez une activité professionnelle et si la durée de votre séjour est supérieure à 3 mois mais inférieure à 12 mois, vous recevrez une carte de séjour de la durée prévue de votre activité. Si la durée de votre séjour est supérieure à 1 an, vous recevrez une carte de séjour valable 5 ans. A partir du premier renouvellement, la durée de validité passe à 10 ans. Si, au moment du premier renouvellement, vous êtes au chômage depuis plus de 12 mois consécutifs, la validité de la carte renouvelée sera limitée à 1 an. Ensuite, on peut vous refuser le renouvellement si vous êtes toujours sans emploi.
- si vous n'exercez pas d'activité professionnelle :
  - Si vous rejoignez votre famille en France, vous recevrez une carte de cinq ans (dix ans si vous venez rejoindre un ressortissant communautaire qui a déjà une carte de dix ans).
  - Si vous êtes étudiant, vous recevez une carte de séjour d'un an, renouvelée théoriquement tous les ans pendant la durée de vos études.

Vous devez demander une modification de votre titre de séjour en cas de changement d'état civil, et un duplicata, en cas de perte ou de vol.

Les pièces à produire pour une première demande ou un renouvellement sont :

- 1) Passeport ou Carte Nationale d'Identité en cours de validité ;
- 2) Justification de domicile (dernière quittance de gaz ou d'électricité ou dernier avis d'imposition à la taxe d'habitation, attestation d'hébergement datée de moins de trois mois et signée par votre logeur avec la dernière quittance de gaz ou d'électricité au nom de votre logeur et une photocopie de la carte nationale d'identité ou du titre de séjour de

votre logeur) ;

3) Trois photographies d'identité récentes, identiques, noir et blanc, de face, tête nue ;

4) Pièces complémentaires à produire selon l'activité que vous souhaitez exercer (si vous êtes salarié, une déclaration d'engagement en deux exemplaires datant de moins d'un mois, remplie et signée par votre employeur, et portant le cachet de l'entreprise ou contrat de travail mentionnant la durée de l'emploi ; si vous êtes artisan ou commerçant, un bail commercial de moins de trois mois) ;

5) Si vous rejoignez un membre de votre famille :

Le livret de famille français ou acte de mariage français ou acte de mariage à l'étranger transcrit sur l'état civil français et la Carte Nationale d'Identité ou certificat de nationalité française de votre conjoint ;

6) Si vous ne venez ni pour travailler, ni pour rejoindre votre famille :

- une déclaration de ressources (vous devez justifier de revenus d'un montant au minimum égal au SMIC), accompagnée des pièces justificatives (attestation bancaire récente, justificatifs de revenus immobiliers ou mobiliers) ;
- la preuve que vous êtes couvert socialement (attestation d'assurance publique ou privée offrant les mêmes prestations que le régime général français de sécurité sociale ou formulaire de la série E 100).

Vous effectuerez votre demande à la préfecture ou la sous-préfecture de votre lieu de résidence.

On peut toujours vous refuser un titre de séjour, pour des raisons liées à l'ordre public ou à la santé publique (toxicomanie, maladie contagieuse telle que tuberculose, syphilis, etc.).

#### ► LES RESSORTISSANTS D'UN AUTRE PAYS (SAUF ALGÉRIE)

Si vous êtes ressortissant d'un autre pays, vous pouvez demander :

- soit une carte de résident de 10 ans renouvelable ;
- soit une carte de séjour temporaire d'un an maximum renouvelable (avec les mentions « salarié », « visiteur », « étudiant », « commerçant, artisan, agriculteur, industriel », « scientifique », « artiste interprète » ou « vie privée et familiale ») ;
- soit une autorisation provisoire de séjour renouvelable ;

- soit un titre de séjour mention « retraité ».

#### LE CERTIFICAT DE RÉSIDENCE DE 10 ANS RENOUVELABLE.

Il vous permet de travailler en France. C'est donc également un titre de travail. Ce certificat n'est pas simple à obtenir. Il y a beaucoup de conditions à respecter. Pour obtenir cette carte de plein droit, vous devrez être entré régulièrement en France. En principe, vous pouvez obtenir cette carte de 10 ans, si vous vous trouvez dans un des cas suivants :

- vous résidiez en France le 22 décembre 1985 avec un certificat de résidence valide de 10 ans, 5 ans ou 3 ans et 3 mois ;
- vous êtes conjoint d'un(e) Français(e) ;
- vous êtes enfant d'un(e) Français(e) et vous avez moins de 21 ans ;
- vous êtes enfant d'un(e) Français(e) et vous êtes à la charge de vos parents ;
- vous êtes père, mère, grand-père ou grand-mère d'un(e) Français(e) ou de son conjoint, et vous êtes à sa charge ;
- vous êtes titulaire d'une rente d'accident de travail versée par un organisme français et votre taux d'incapacité permanente est égal ou supérieur à 20% ;
- vous êtes membre de la famille d'un Algérien titulaire d'un certificat de résidence valable 10 ans ;
- vous êtes entré en France au titre du regroupement familial ;
- vous pouvez justifier d'une résidence habituelle en France depuis que vous avez atteint au plus l'âge de dix ans ;
- vous pouvez justifier de votre résidence habituelle en France depuis plus de 15 ans.

Vous devez en faire la demande dans les trois derniers mois avant expiration de votre carte de résidence d'un an. Les pièces à fournir sont :

- un livret de famille, des extraits d'actes de naissance ;
- la photocopie de votre précédent titre de séjour ;
- Trois photographies d'identité récentes, identiques, noir et blanc, de face, tête nue ;
- une déclaration sur l'honneur de non polygamie ;
- des justificatifs de domicile : certificat d'hébergement d'hôtel, quittance de loyer, facture EDF ;
- des documents justifiant de vos moyens d'existence (contrat de travail, promesse d'embauche indiquant votre profession, votre salaire, la

durée hebdomadaire de votre travail et le lieu d'exercice. Votre contrat doit être un CDI et votre salaire doit être au moins égal au SMIC). Si vous n'êtes pas salarié, vous devrez prouver la stabilité de votre séjour en France (achat immobilier, famille en France) et attester de sources de revenu.

Toutes les pièces produites doivent être rédigées en français ou traduites en français par un traducteur assermenté. Il faut se présenter à la préfecture avec les originaux et des copies ; il ne faut jamais y laisser les originaux.

#### L'AUTORISATION PROVISOIRE DE SÉJOUR

C'est un titre de séjour qui vous permet de séjourner en France régulièrement mais temporairement. C'est trop souvent le document qui vous sera délivré si vous venez pour raison de soins, en lieu et place d'une carte de séjour temporaire d'un an. Vous l'obtiendrez facilement si vous demandez l'asile politique, si vous bénéficiez de l'asile territorial ou si vous venez pour raison de soins. Attention : les documents délivrés pendant les demandes d'asile sont des récépissés, simples preuves qu'une demande est à l'instruction.

La durée de l'APS est variable. Toutefois, elle dépasse rarement 6 mois et n'est pas renouvelable. Le demande se fait à la préfecture ou la sous-préfecture de votre résidence. Les pièces à produire lors de la demande sont les suivantes :

- un passeport en cours avec visa long séjour ;
- livret de famille, extraits d'actes de naissance ;
- trois photographies d'identité récentes, identiques, noir et blanc, de face, tête nue ;
- des justificatifs de domicile ;
- des justificatifs de moyens d'existence (au minimum le SMIC) ;
- pour des soins en France : vous devez en plus apporter la preuve de votre prise en charge par les organismes de sécurité sociale (si vous n'avez pas les ressources suffisantes pour payer vos soins) et présenter un certificat médical établi par un médecin hospitalier (ou un médecin agréé). On peut vous exiger le certificat médical faisant suite à la visite de contrôle de l'OMI. La visite aura lieu après la demande de titre de séjour, voire après la réponse de la Préfecture.

#### ► LES RESSORTISSANTS ALGÉRIENS

Si vous êtes Algérien, vous pouvez obtenir :

- soit un certificat de résidence de 10 ans, renouvelable ;
- soit un certificat de résidence d'un an, renouvelable avec les mentions « salarié », « visiteur », « étudiant », « membre de famille » ;
- soit une autorisation provisoire de séjour d'une durée maximum de 6 mois renouvelable.

#### LE CERTIFICAT DE RÉSIDENCE D'UN AN

C'est un titre de séjour spécifique pour les Algériens. Il vous permet de rester en France au maximum un an. Selon la raison pour laquelle vous désirez séjourner en France, il portera la mention « visiteur » (pour des vacances ou une visite sans exercice d'un emploi), « membre de famille » (pour un regroupement familial) ou « salarié ». Il ne vous permet pas d'office de travailler. Il n'est pas automatiquement renouvelable. Son renouvellement peut vous être refusé par l'administration. Vous devez le demander dans les deux mois qui suivent votre entrée régulière en France.

Si vous résidez déjà en France, vous devez le demander dans les deux mois suivant votre dix-huitième anniversaire. Les conditions pour obtenir cette carte de résidence d'un an sont :

- être entré et avoir séjourné régulièrement en France ;
- ne pas être une menace pour l'ordre public ;
- avoir un visa de long séjour, sauf si vous pouvez justifier d'une résidence régulière en France depuis l'âge de 10 ans ou depuis au moins 15 années (pour ces cas, vous pouvez demander directement un certificat de 10 ans) ;
- présenter un certificat médical délivré par l'Office des Migrations Internationales. La visite médicale a lieu en France.
- présenter des documents justifiant de moyens d'existence suffisants (sauf pour les « salariés » ou autre profession).

D'autres conditions dépendent des raisons pour lesquelles vous désirez rester en France.

- Si vous voulez travailler en France, vous devez obtenir une autorisation de travail qui, si elle vous est accordée, figurera sur votre titre de séjour sous la forme de la mention « salarié ».
  - Si vous êtes marié à un Français(e) et si vous avez un certificat mention « visiteur » ou « étudiant », vous pouvez recevoir une autorisation provisoire de travail sur présentation du contrat de travail ou de la promesse d'embauche.
  - Pour être commerçant, agriculteur, industriel ou artisan, vous n'avez pas besoin d'autorisation préalable de travail.
  - Si vous demandez le certificat de résidence portant la mention « visiteur », vous devez vous engager à ne pas avoir sur le territoire français une activité professionnelle soumise à autorisation. Pour obtenir une carte de un an avec mention « visiteur », vous devez justifier de moyens financiers égaux au minimum au SMIC (justificatifs : relevés bancaires, attestation bancaire, caution solvable). Vous devez prendre une assurance médicale pour la durée de votre séjour en France. Elle peut être chère.
  - Si vous désirez faire des études, vous devez présenter un certificat d'inscription ou de préinscription dans un établissement d'enseignement ainsi que tous les documents qui étaient exigés à votre entrée en France. Votre carte mention « étudiant » vous permet de travailler sans autorisation préalable, dispositif prévu uniquement pour les Algériens.
- La demande doit se faire à la préfecture ou la sous-préfecture de votre lieu de résidence (à Paris c'est la Préfecture de Police). Les pièces à fournir sont les suivantes :

- un passeport en cours de validité avec visa long séjour ;
- livret de famille, extraits d'actes de naissance ;
- Trois photographies d'identité récentes, identiques, noir et blanc, de face, tête nue ;
- des justificatifs de domicile ;
- des justificatifs de revenus ;
- le certificat médical faisant suite à la visite de contrôle de l'OMI (quand il ne s'agit pas d'une régularisation ; sinon, la visite a lieu a posteriori) ;
- les documents justifiant de la nature de votre séjour :
  - pour une visite, des documents justifiant vos moyens d'existence ;
  - pour travailler, une promesse d'embauche ou un contrat de travail ;



- pour étudier, une inscription dans l'enseignement supérieur ;
- pour un certificat « membre de famille », des documents justifiant votre situation familiale.

LES FRAIS – Chaque demande de titre de séjour peut entraîner des frais (achat de timbres fiscaux) variant en fonction des titres de séjour. Si vous n'avez pas de visa long séjour, une taxe de chancellerie sera appliquée soit de 650 Fx2 = 1300 F. Si vous demandez une autorisation de travail, une taxe sera exigée. Le montant varie en fonction du secteur professionnel et des préfectures.

#### ► COMMENT OBTENIR UN TITRE DE SÉJOUR LORSQU'ON EST EN SITUATION IRRÉGULIÈRE ?

##### RÉGULARISATION SUR PLACE

Si vous êtes ressortissant de l'Union Européenne, on ne peut vous refuser un titre de séjour, même si vous êtes en situation irrégulière, c'est-à-dire si vous n'avez pas fait les démarches dans les délais prévus.

Si vous êtes Algérien ou Tunisien, vous pouvez obtenir un titre de séjour d'une durée de 10 ans même si vous êtes en situation irrégulière. La seule chose que vous ayez à justifier, c'est une entrée régulière sur le territoire avec un visa long séjour à condition de remplir les conditions mentionnées plus haut.

Si vous êtes ressortissant d'un autre pays, vous pouvez obtenir une carte de résident de 10 ans, sans justifier d'un séjour régulier en France :

- si vous êtes un jeune entré en France avant le 31 août 1993 et si vous justifiez y avoir votre résidence habituelle depuis que vous avez atteint au plus l'âge de 10 ans.
- si vous êtes né en France et que vous avez manifesté le désir de prendre la nationalité française.

Attention : la régularisation est une procédure difficile et qui aboutit rarement du fait des conditions d'obtention très restrictives.

##### RÉGULARISATION PAR MARIAGE

Vous pouvez obtenir la régularisation de votre séjour si vous êtes marié(e) à un conjoint français :

- si vous êtes ressortissant de l'Union Européenne ;

• si vous êtes ressortissant d'un autre pays et que vous demandez une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale ». Dans ce cas, il vous faudra prouver que :

- vous ne vivez pas en état de polygamie ;
- vous ne constituez pas une menace à l'ordre public ;
- votre entrée sur le territoire français est régulière ;
- votre mariage, s'il a été célébré à l'étranger, a été transcrit sur les registres de l'état civil français ;
- votre conjoint a conservé la nationalité française.

A partir du moment où les deux premières conditions sont remplies, vous pouvez quand même tenter d'obtenir un titre, même si les autres conditions ne le sont pas. Pour cela, vous devrez faire état de vos liens personnels et familiaux et demander la carte de séjour « vie privée et familiale ».

#### RÉGULARISATION EN TANT QUE PARENT D'UN ENFANT FRANÇAIS

Si vous êtes parent d'un enfant français, vous pouvez également obtenir ce titre de séjour aux conditions suivantes :

- vous ne vivez pas en état de polygamie ;
- vous ne constituez pas une menace à l'ordre public ;
- vous exercez, même partiellement, l'autorité parentale à l'égard de cet enfant ou vous subvenez effectivement à ses besoins.

#### ATTENTION

Ces cas ne s'appliquent pas à vous si vous êtes Algérien. Si vous êtes parent d'un enfant français, vous pouvez obtenir un titre de séjour sans justifier d'une entrée et / ou d'un séjour régulier en France à certaines conditions. Notamment, vous pouvez, obtenir un titre de séjour d'une durée de 1 an à 10 ans même si vous êtes en situation irrégulière. Vous devez uniquement justifier d'une entrée régulière sur le territoire français. Dès que cette carte de 1 an vous met en situation régulière, vous pouvez prétendre à une carte de séjour de 10 ans.

#### RÉGULARISATION EN TANT QUE PERSONNE ATTEINTE D'UNE PATHOLOGIE GRAVE

Une carte de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale » est délivrée de plein droit à tout étranger résidant habituellement en

France et dont l'état de santé nécessite des soins indispensables à sa survie (la circulaire indique « dont l'état de santé nécessite une prise en charge médicale dont le défaut pourrait entraîner pour lui des conséquences d'une exceptionnelle gravité »). Mais il faut, pour cela, qu'un traitement médical similaire ne soit pas disponible ou possible dans son pays d'origine. C'est un médecin inspecteur de santé publique (rattaché aux DDASS) qui étudiera la situation du demandeur et donnera un avis au Préfet. Ce dernier prendra la décision de délivrance du titre de séjour avec la mention « vie familiale et privée ». La maladie n'a donc pas à être divulguée aux autorités administratives.

#### DÉPÔT DE LA DEMANDE

La demande se fait donc à la Préfecture de votre domicile. Sur justification de votre résidence habituelle en France, le préfet, en théorie, vous délivre un récépissé de demande de titre de séjour d'une durée de validité de trois mois. En pratique, aucun étranger n'a jamais obtenu un récépissé au moment du dépôt de sa demande. Ce récépissé ne peut être prolongé ou renouvelé que si la DDASS confirme qu'elle a bien reçu, pendant ces trois mois, un rapport médical de votre état de santé établi par un médecin traitant. Vous devez donc, dès que vous avez effectué votre demande, prendre un rendez-vous dans un hôpital pour obtenir un rapport sur votre pathologie, rapport attestant la nécessité urgente de soins. Deux cas peuvent alors se présenter :

- 1) VOUS ÊTES DÉJÀ SUIVI DANS UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE SANTÉ. Dans ce cas, c'est le médecin hospitalier qui vous suit qui établit le rapport.
- 2) VOUS N'ÊTES PAS SUIVI DANS UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE SANTÉ. Un médecin devra alors vous orienter en fonction de votre pathologie vers une consultation hospitalière.

Dans ces deux cas, le praticien hospitalier établit un rapport médical où il consigne :

- la ou les pathologies en cours ;
- le traitement en cours ;
- la durée prévisible du traitement.

Ce rapport médical est adressé sous pli confidentiel au médecin inspecteur de santé publique compétent (renseignez-vous auprès de la Préfecture de votre domicile ou des services sociaux de votre mairie). Pour Paris, il

s'agit du médecin chef du service médical de la préfecture de police.

#### L'AVIS DU MÉDECIN INSPECTEUR DE SANTÉ

Dès réception du rapport médical, le secrétariat du médecin inspecteur de santé publique prévient la préfecture. Cette attestation est nécessaire à la reconduction de votre droit de séjour après les trois mois initiaux.

Si les renseignements sont insuffisants, le médecin inspecteur de santé publique devra demander des précisions au médecin hospitalier qui aura établi le rapport médical. Compte tenu de ce rapport, le médecin inspecteur de santé publique émet son avis. L'avis du médecin inspecteur de santé publique est transmis au préfet par le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales. Le médecin inspecteur de santé publique conservera l'ensemble des documents relatifs à l'état de santé de l'intéressé, afin de préserver le secret médical et de permettre leur disponibilité en cas de recours. A Paris, l'avis requis du médecin inspecteur de santé publique sera émis par le médecin chef du service médical de la préfecture de police, selon une procédure identique et garantissant le secret médical.

#### LA PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE

Les frais couvrant la consultation auprès du praticien hospitalier chargé d'établir le rapport médical peuvent être couverts par l'**Aide Médicale Etat** <sup>•</sup>, voire par la couverture maladie universelle si vous êtes en possession du récépissé ou d'une simple convocation à la préfecture.

#### LA DÉCISION DU PRÉFET

Si le Préfet juge que vous correspondez aux conditions fixées par la loi, il vous accordera une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » sous réserve que vous ne représentiez pas une « une menace pour l'ordre public ». La validité de cette carte sera limitée à la durée prévue des soins. Si votre pathologie est de longue durée (c'est le cas du sida), une carte de séjour mention « vie privée et familiale » d'une durée d'un an, renouvelable devrait vous être délivrée. Mais le plus souvent, c'est une autorisation provisoire de séjour pour soins qui est octroyée.

#### ► TITRE DE SÉJOUR ET TRAVAIL

Une carte de résident (certificat de résidence de 10 ans pour les Algériens) ou un titre de séjour de ressortissant de l'UE vous permet de travailler. Attention : certaines professions sont réservées aux Français dans le cadre de la fonction publique. Un titre de séjour mention « salarié », « commerçant artisan industriel », « agriculteur », « vie privée et familiale » vous permet de travailler. Un titre de séjour « étudiant » vous permet de travailler dans la limite d'une moyenne de 20 heures hebdomadaires. Une autorisation provisoire de séjour n'autorise pas à travailler. Il est nécessaire d'obtenir une autorisation provisoire de travail.

Si vous travaillez sans cette autorisation, vous encourez des sanctions ainsi que votre employeur.

#### ► LA VISITE MÉDICALE À L'OMI

La visite médicale exigée pour obtenir un titre de séjour doit être faite auprès des médecins de l'OMI qui convoque les personnes dans ses bureaux. Le lieu dépend du département où vit le ressortissant. La visite médicale est gratuite sauf pour les regroupements familiaux (coût de 1 750 F environ) et pour les embauches. Dans ce cas, l'employeur doit envoyer sa demande d'embauche à la DDTE, qui enquête. Après accord, le dossier est transmis à l'OMI qui convoquera le salarié pour une visite médicale facturée à l'employeur. Cette visite peut être chère. C'est l'employeur qui doit la payer et non le salarié. Il faut se présenter à cette visite avec :

- la convocation de l'OMI ;
- le passeport ;
- le récépissé de demande de titre de séjour ;
- le carnet de vaccination et radios récentes.

#### ► DEMANDEURS D'ASILE ET RÉFUGIÉS POLITIQUES

##### LES DEMANDEURS D'ASILE

En référence à la Convention de Genève, l'asile peut vous être accordé si vous craignez avec raison d'être persécuté dans votre pays, du fait de votre race, de votre religion, de votre nationalité, de votre appartenance à un groupe social ou de vos opinions politiques. L'asile peut vous être accordé si vous avez été persécuté dans votre pays en raison de votre action en faveur de la liberté.

#### ASILE TERRITORIAL

Il peut vous être accordé si vous établissez que votre vie ou votre liberté est menacée dans votre pays ou que vous craignez d'y subir des tortures ou des traitements inhumains ou dégradants. Si vous êtes demandeur d'asile, la préfecture vous remet une Autorisation Provisoire de Séjour d'une validité d'un mois portant la mention « en vue de démarches auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) ». A l'expiration de la validité de l'autorisation de séjour (au bout d'un mois), vous devrez justifier auprès de la préfecture que vous avez saisi l'OFPRA d'une demande d'asile politique. Vous recevez alors un récépissé portant la mention « a demandé le statut de réfugié à l'OFPRA » valable 3 mois et renouvelable jusqu'à ce que l'OFPRA ait statué sur votre demande d'admission au statut de réfugié. Une fois en possession du récépissé, vous pouvez vous inscrire aux Assedics. Vous bénéficiez alors :

- de l'allocation d'attente, à demander au Service Social d'Aide aux Emigrants (un versement de 2 000 F + 700 F par enfant)
- de l'allocation d'insertion versée directement par les Assedics (1 700 F/mois pendant 365 jours).

#### LES RÉFUGIÉS

Si vous êtes reconnu réfugié, vous recevez un « certificat de réfugié » qui vous permet de demander à la préfecture une carte de résidence (un certificat de résidence de 10 ans pour un Algérien).

Votre conjoint et vos enfants mineurs reçoivent une carte de résident si le mariage est antérieur à l'obtention du statut de réfugié ou célébré depuis au moins un an. Sinon, ils reçoivent une carte de séjour temporaire, s'ils en remplissent les conditions. S'ils sont en situation irrégulière, ils sont en infraction et risquent des sanctions.

## Commentaire

Act Up-Paris, ainsi que d'autres associations impliquées sur les questions de santé publique et dans le soutien aux résidents étrangers dans l'Observatoire du droit à la santé des étrangers (<http://www.odse.eu.org>), considèrent que le sort réservé actuellement aux malades étrangers demeure précaire, soumis aux décisions arbitraires des services préfec-

---

toraux et aux aléas des pratiques des DDASS. Les malades étrangers, parce qu'ils sont malades et placés par les lois discriminatoires sur le séjour et sur la protection sociale (par exemple, la **Couverture Médicale Universelle**• exclut les sans papiers) doivent être régularisés en ne tenant compte que de critères médicaux simples, c'est à dire uniquement de l'avis de leur médecin traitant. Toute demande devrait aboutir dans les plus brefs délais à l'attribution d'une carte de séjour de dix ans.

Par ailleurs Act Up-Paris exige la régularisation de tous les sans papiers, et la liberté de circulation.

La loi devrait donc être radicalement transformée, pour abandonner tout référence à une exceptionnalité quelconque : ce n'est pas parce que les soins ou traitements nécessaires ne sont pas disponibles dans son pays d'origine qu'une personne doit obtenir le droit de rester en France, mais bien parce que chacun doit avoir le droit de se faire soigner et vivre où il l'entend.

## **[ PIÈCES À CONSERVER ABSOLUMENT ]**

- vos contrats et vos certificats de travail, vos bulletins de salaire.
- les doubles de vos arrêts de travail.
- vos avis d'imposition.
- le double de vos déclarations de revenus avant réception de l'avis d'imposition.
- votre contrat de location en cours et l'état des lieux.
- vos quittances de loyers.
- le double de vos ordonnances de moins de 3 mois et vos examens importants (scanners, radios, résultats d'analyse).
- vos quittances EDF-GDF, qui vous servent de second justificatif de domicile pour les préfectures en particulier (les préfectures n'acceptent plus les factures de téléphone comme justificatif).
- pour les personnes étrangères, le résultat de votre premier test, qui vous servira à prouver que votre séropositivité a bien été découverte en France.
- pour les personnes étrangères, tous vos documents d'identité traduits par un traducteur assermenté et les anciens passeports avec la date d'entrée en France.

Il est préférable de garder tous les courriers reçus par les administrations. De même, faite toujours une copie des courriers que vous adressez. Gardez également la preuve de votre envoi en recommandée. Toutes ces pièces peuvent vous être utiles un jour pour faire valoir votre droit à une prestation.

En cas de conflit avec une administration, un soignant, un travailleur social, préférez toujours communiquer par écrit, et n'hésitez pas à écrire pour simplement relater une conversation téléphonique, un accord verbal.



## [ RECOMMANDATIONS ]

- Même si vous ne pensez pas être imposable, vous devez néanmoins remplir une déclaration de revenus. Cela vous permettra de justifier de vos ressources auprès des administrations (CAF, Sécurité sociale, etc.).
- Lors de la perte d'un emploi, vous devez impérativement vous inscrire aux ASSEDIC pour conserver la Sécurité Sociale, sauf en cas d'arrêt maladie.
- Vous devez signaler à la CAF tout changement dans votre situation familiale ou professionnelle pour éviter de devoir rembourser des trop-perçus.
- Exigez de chaque administration la référence aux textes législatifs et réglementaires sur lesquels elles appuient leurs décisions. Les administrations ne sont pas toujours au fait des textes et ne les appliquent donc pas toujours, surtout lorsqu'ils sont à votre avantage.
- Vous devez, autant que possible, être présent quand votre médecin remplit le volet médical de votre dossier **COTOREP**®. Le secret médical vous appartient et non au médecin. C'est à vous qu'il revient de cacheter le dossier avant envoi. Gardez un double de votre dossier COTOREP. Cette administration est particulièrement habituée à perdre les demandes qui lui sont adressées.
- Vérifiez toujours les dates de chaque décision administrative qui vous concerne et les délais qui vous sont impartis pour d'éventuels recours.
- Lors d'une demande d'**AAH**®, il est prudent de faire une demande de RMI qui sera versé bien plus rapidement. Lors du versement de l'AAH, les CAF soustrairont les sommes déjà versées au titre du **RMI**®. Cela vous permettra d'avoir un revenu en attendant.
- Demandez une attestation de carte vitale sans la mention du 100% à votre Caisse Primaire d'Assurance Maladie. Elle a l'obligation de vous la fournir.
- Ne remplissez pas le volet médical du contrat d'assurance que vous voulez souscrire devant l'employé de la banque auprès de qui vous demandez un prêt. Envoyez le vous-même sous pli cacheté au médecin de la compagnie d'assurance.
- Lors d'une demande de crédit, évitez de choisir comme financeur votre banque, qui a accès au montant de vos remboursements de Sécurité

Sociale et qui pourrait prouver, sans problème, que vous étiez déjà malade au moment de la signature de votre contrat.

- Il est parfois avantageux de souscrire un contrat de protection juridique : pour environ 250F par an, vous serez conseillé, assisté en cas de conflit, notamment avec l'administration. Vérifiez bien, avant la signature de ce contrat :

- la période pendant laquelle vous payez sans être couvert ;
- le montant minimal du sinistre ;
- les clauses d'exclusion.

Il est préférable de choisir une compagnie dont vous n'êtes pas déjà client, et avec laquelle vous n'êtes pas susceptible d'avoir un conflit (par exemple, votre banque).

- Ne parlez pas de votre séropositivité au Directeur des Ressources Humaines de votre entreprise. Rien ne le tient au secret médical ; de plus, il n'est pas médecin. Cette information ne le regarde pas.

- Si vous envisagez de vous pacser, faites un calcul fictif de vos revenus communs afin de connaître votre future situation, et notamment si vous ne risquez pas de perdre certaines allocations soumises à condition de ressources.